

Discours de M. Bruno le Roux, Ministre de l'Intérieur

Mise en œuvre du Plan pour la Sécurité publique

ECLPN – Limoges – 8 mars 2017

Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur l'Administrateur général du SAELSI,
Monsieur le Directeur de l'Etablissement central logistique de la Police nationale,
Mesdames et Messieurs les chefs des services de l'Etat,
Mesdames et Messieurs,

C'est, pour moi, une grande fierté d'être présent parmi vous, cet après-midi, à Limoges, à l'Etablissement central logistique de la Police nationale (ECLPN).

Nous sommes en effet dans l'un des lieux les plus importants de notre dispositif national de sécurité intérieure, avec le Centre national de soutien logistique (CNSL) de la Gendarmerie nationale situé au Blanc, dans l'Indre.

Ce sont deux lieux auxquels on a rarement accès – je souhaite que vous en ayez conscience – en raison de la sensibilité des activités de conception et de fabrication qui y sont menées. C'est la toute première fois que nous ouvrons l'ECLPN aux médias, comme c'est la toute première fois qu'une visite ministérielle y est organisée. Aussi, je le dis pour les journalistes qui ont fait aujourd'hui le déplacement : c'est un véritable privilège que de pouvoir être là.

L'ECLPN, c'est la grande usine, c'est l'usine Flins de la Police, comme le CNSL est celle de la Gendarmerie, avec un très haut niveau de technologie et de spécialisation.

Nous venons d'ailleurs de visiter l'atelier central automobile, où nous avons pu voir les nouveaux véhicules fabriqués et adaptés dans le cadre du Plan pour la Sécurité publique. Puis le magasin central, où nous ont été présentés trois des nouveaux équipements de protection dont sont désormais dotés les policiers et les gendarmes, également au titre du PSP : les casques balistiques, les gilets pare-balles porte-plaques et les boucliers balistiques.

Ce que vous avez donc pu voir il y a quelques instants, ce qui se passe, ici, dans cette usine – comme au CNSL – c'est la modernisation de la Police et de la Gendarmerie, sur son volet matériel et logistique. C'est le renforcement des moyens des policiers et des gendarmes. Et donc aussi le renforcement de leur protection. Le renforcement de l'efficacité de leur action. Le renforcement de la sécurité des Français.

Depuis 2012, la politique de sécurité conduite par le Gouvernement poursuit en effet un seul et unique objectif : redonner aux forces de l'ordre les moyens d'accomplir leurs missions, dans des conditions optimales d'efficacité.

Par le passé, notre appareil sécuritaire avait été considérablement affaibli, au nom d'une conception purement comptable de la protection des Français. Il était donc urgent de remédier à une telle situation. C'est ce que nous avons fait, c'est ce que nous continuons de faire.

Nous l'avons d'abord fait sur le plan des effectifs : à la fin du quinquennat, il y aura 9 000 policiers et gendarmes supplémentaires dans les commissariats et dans les brigades.

Nous l'avons fait également sur le plan de la formation, notamment en créant une nouvelle Direction centrale du Recrutement et de la Formation de la Police nationale et en ouvrant une nouvelle école de Gendarmerie à Dijon.

Nous l'avons fait sur le plan des conditions de travail et de la valorisation des carrières et des compétences, avec l'accord de 850 millions d'euros signé le 11 avril 2016 avec les instances représentatives de la Police et de la Gendarmerie.

Et nous l'avons fait enfin sur le plan des moyens matériels. Car il y avait, là aussi, un besoin urgent de remettre à niveau les moyens dont disposent les forces, de les adapter aux évolutions de la délinquance et de la criminalité.

De quoi ont besoin les policiers et les gendarmes de France pour bien travailler, pour accomplir leurs missions avec efficacité ? D'abord de véhicules qui roulent. D'équipements de protection qui protègent. De gilets pare-balles qui résistent aux calibres utilisés par les criminels. Enfin, d'armes qui fonctionnent correctement.

Et cela, sur l'ensemble du territoire national. Dans tous les commissariats et dans toutes les brigades de France.

C'est d'ailleurs l'une des attentes majeures soulignées par les concertations inédites lancées en octobre dernier dans chaque département, sous l'autorité des Préfets, avec les policiers et les gendarmes. Ces concertations ont donc confirmé - et conforté - les décisions que nous avons prises jusqu'à présent, nous encourageant à continuer dans cette direction, et même, à aller plus loin.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a mis en œuvre une politique vigoureuse de renouvellement des matériels - véhicules, armements, équipements de protection - parallèlement au rehaussement des effectifs et à la modernisation de la formation.

Il y a là, ainsi, une véritable cohérence d'ensemble. Plus de policiers et de gendarme, mieux formés et mieux équipés : tel est notre objectif.

C'est là une priorité absolue de notre action. Car c'est ainsi que l'on pourra assurer au mieux la sécurité des Français, où qu'ils vivent et quelles que soient les formes de délinquance auxquelles ils sont confrontés.

C'est donc, comme je l'ai dit, un effort inédit de reconstruction que nous avons entrepris depuis le début du quinquennat, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre.

Deux Plans inédits de renforcement des matériels ont ainsi été lancés depuis 2015 – deux Plans emblématiques de notre politique.

C'est tout d'abord le Plan BAC-PSIG, initié dès le mois d'octobre 2015 par mon prédécesseur Bernard CAZENEUVE pour renforcer les équipements des BAC de la Police et des Pelotons de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie.

Près de 17 millions d'euros ont été consacrés à l'optimisation des armements et des équipements de protection. Je pense aux fusils mitrailleurs HK G36, une arme plus performante et plus adaptée dès lors que la criminalité organisée, les terroristes, mais aussi la délinquance, n'hésitent plus à utiliser des armes de guerre de type kalachnikov. Je pense aussi aux casques et visières balistiques, aux protections corporelles, aux gilets pare-balles lourds. Sans oublier le renouvellement du parc automobile : 340 véhicules supplémentaires pour les BAC, et 150 pour les PSIG.

Ce Plan inédit a été aujourd'hui entièrement mis en œuvre.

L'autre grand Plan que nous avons lancé, en octobre dernier, c'est le grand Plan de 250 millions d'euros pour la Sécurité publique, grâce auquel nous sommes en train de répondre aux attentes fortes exprimées lors des concertations, dont nous avons tenu compte. De même que nous avons été dans un dialogue constant avec les instances représentatives de la Police et de la Gendarmerie.

Nous avons pris des engagements très clairs, et ces engagements, nous les tenons. La parole de l'Etat est respectée.

Comme pour le Plan BAC-PSIG, le Plan pour la Sécurité publique a fait l'objet d'une mobilisation exceptionnelle des services de l'Etat pour livrer les matériels dans les délais les plus courts possibles, compte tenu, bien sûr, des exigences de fabrication.

C'est ainsi que les tout premiers équipements ont été livrés en Seine-Saint-Denis dès le 20 décembre 2016, soit 7 semaines seulement après l'annonce du plan. C'est là la traduction concrète de l'effort très important que nous avons réalisé.

Où en sommes-nous aujourd'hui, à l'échelle nationale ? Les matériels continuent d'arriver.

Concernant les équipements de protection :

- 4 700 casques balistiques ont été livrés à la Police et à la Gendarmerie sur 9 200, le reste arrivera d'ici à la fin du mois ;

- 570 boucliers balistiques sur 4 450 ont été livrés à la Police, le reste d'ici à la fin du mois d'avril ;

- 6 050 gilets porte-plaques sur près de 23 000 sont arrivés dans les services de police et les unités de gendarmerie, le reste arrivera avant la fin du mois d'avril ;

- par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier, 2 000 gilets pare-balle individuels défectueux ont d'ores et déjà été remplacés dans la Police, tandis que 2 800 ont été distribués pour les réservistes de la Gendarmerie sur les 5 000 prévus, les autres arrivant d'ici à la fin du mois.

Concernant les nouveaux armements, 690 fusils d'assaut HK G36 ont été livrés pour compléter les équipements de police destinés à la lutte antiterroriste. Pour les unités de sécurité publique, 2 274 lanceurs de balle de défense ont été déployés dans les services. Le pistolet mitrailleur 9 mm est en train d'être remplacé : 330 armes seront livrées fin mars dans les écoles de police pour que les promotions actuelles d'élèves-gardiens de la paix soient directement formées à l'usage de la nouvelle arme ; les 5 070 armes destinées aux services seront ensuite déployées entre avril et juillet.

Concernant les véhicules, je veux rappeler qu'au total, et pour les deux forces - la Police et la Gendarmerie -, plus de 16 000 véhicules neufs ont été acquis depuis 2012.

Cet effort se poursuit, notamment dans le cadre du Plan pour la Sécurité publique, avec une attention accrue portée au choix des modèles les plus adaptés aux missions de voie publique.

En 2017, ce sont au total près de 3 100 véhicules neufs qui seront livrés pour la police nationale, et 3 300 dans la gendarmerie. Près de 300 nouveaux véhicules de patrouilles renforcés iront ainsi prochainement dans les circonscriptions de police, les premières livraisons ayant lieu mi-mars, et la totalité d'ici à la fin du mois d'avril.

Je rappelle, de surcroît, que chaque véhicule de police et de gendarmerie sera désormais équipé d'un extincteur, d'une couverture anti-feu et d'une trousse de secours d'urgence. Des tenues résistantes au feu seront déployées. Le vitrage des véhicules banalisés et sérigraphiés sera renforcé afin d'en améliorer la protection pour les policiers et les gendarmes. Nous déployons dans les quartiers les plus sensibles des véhicules protégés, destinés à permettre l'intervention de la police contre la délinquance. Ces mesures seront effectives d'ici à la fin du premier trimestre 2017.

Enfin, je rappelle que, toujours dans le cadre du Plan pour la Sécurité publique, 24 millions d'euros ont été affectés à la réalisation des travaux immobiliers les plus urgents, après recension des besoins, dans les commissariats de police et les casernes de gendarmerie. Tout cela est en cours, nous progressons, et nous allons continuer dans les semaines et les mois à venir.

Si nous avons pu assumer avec une telle efficacité les ambitions portées par le Plan BAC-PSIG et surtout par le Plan pour la Sécurité publique, c'est, Mesdames et Messieurs, grâce à la mobilisation des services de l'Etat, et d'abord grâce à l'engagement puissant du Service de l'achat, de l'équipement et de la logistique de la Sécurité intérieure (SAELSI).

Je veux saluer son chef, Michel VILBOIS, ainsi que ses équipes, qui ont réalisé un travail absolument admirable, en un temps record, pour que nous puissions tenir les délais de fabrication et de livraison. C'est toute la chaîne logistique du ministère de l'Intérieur qui s'est alors mise en branle, au service des policiers et des gendarmes de France, au service de la sécurité des Français.

Je veux bien sûr également remercier Dominique CAPPELLETTI, directeur de l'ECLPN, et ses équipes. Ainsi que les équipes du Centre national de soutien logistique de la Gendarmerie.

Comme je l'ai dit, le SAELSI, l'ECLPN et le CNSL ont su faire face à deux plans majeurs d'équipement des forces depuis octobre 2015. Il a parfaitement su mobiliser ses ressources et imposer aux fournisseurs des délais de livraison très courts. La rapidité du déploiement des matériels a été rendue possible par cette mobilisation sans faille, d'abord celle des personnels, et notamment de ceux qui sont aujourd'hui présents.

Il s'agit là d'une véritable prouesse, j'y insiste. A chaque fois, il a fallu concilier un très haut niveau de qualité des équipements du fait de la sensibilité de la question de la protection physique des policiers et gendarmes, avec une maîtrise des coûts de production et une célérité dans la mise en production.

L'Etablissement central logistique de Limoges et le Centre national de soutien logistique de la Gendarmerie - où ont été fabriqués les gilets pare-balles individuels pour les gendarmes ET pour les policiers - réunissent des professionnels dont les connaissances techniques ne sont plus à démontrer, qu'il s'agisse de conception, de fabrication ou de gestion des stocks, puisque le principe veut qu'après avoir été reçus, les équipements sont immédiatement répartis vers les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI). A titre d'exemple, pas moins de 23 700 armes ont été réceptionnées, contrôlées enregistrées et distribuées en 2016 ce qui représente 200 palettes et 40 transports sensibles sous escortes.

Enfin, j'insiste sur le fait que le SAELSI associe autant que possible les personnels à la conception et à l'acquisition des matériels. C'est ainsi que, pour les gilets pare-balles porte-plaque, nous avons lancé un appel d'offres auprès de plusieurs industriels prenant en compte les attentes des policiers et des gendarmes en termes d'ergonomie, de stockage dans les véhicules et de confort. Les prototypes présentés ont été testés dans plusieurs services opérationnels de plusieurs directions et c'est à l'issue des restitutions alliées aux tests de résistance balistique que le modèle définitif a été adopté. Cette démarche renforce et généralise encore le recours aux groupes d'utilisateurs référents (constitués de représentants du terrain), mise en œuvre par la gendarmerie depuis plusieurs années.

*

Comme je vous l'ai dit, nous tenons nos engagements. Les décisions prises au cours de ces dernières semaines, comme celles qui ont été prises cours de ces derniers mois, s'appliquent, et nous allons continuer à les mettre en œuvre jusqu'à ce qu'elles soient toutes pleinement effectives. Car c'est ainsi que nous pourrions garantir à tous les Français la sécurité à laquelle ils ont droit : en donnant aux policiers, comme aux gendarmes, les moyens et les conditions de travail dont ils ont besoin pour accomplir leurs missions avec efficacité.

Jamais, Mesdames et Messieurs, un Gouvernement n'avait accordé autant de moyens à la sécurité. Jamais, face aux menaces, la réponse de l'Etat n'avait été aussi forte. Jamais un Gouvernement n'avait fait autant pour les policiers et les gendarmes de France. C'est cela, la réalité. **Je vous remercie.**